

L'Italie fait du chantage sur la migration

L'Italie menaçait de bloquer toute décision des Vingt-huit, jeudi soir lors d'un sommet européen à défaut de solidarité sur les questions migratoires.

VINCENT GEORIS

Pour son entrée dans la cour des grands, le Premier ministre italien Giuseppe Conte a fait dans l'arsenic et non dans la dentelle. À peine mettait-il les pieds à son premier sommet européen, jeudi à Bruxelles, qu'il menaçait de tout bloquer tant qu'il n'était pas fait droit à ses exigences sur la question migratoire. «L'Italie n'a plus besoin de signes verbaux, nous attendons des actes», a-t-il dit, «il n'y aura pas de conclusions partagées à la fin du Conseil». Rome exige que l'Europe supprime le principe du règlement de Dublin selon lequel la demande d'asile d'un candidat réfugié est instruite dans le premier pays d'arrivée. L'Italie se plaint du manque de solidarité des autres pays de l'UE. Elle veut aussi que d'autres États ouvrent leurs ports aux navires humanitaires.

En fin de journée, alors que les Vingt-huit avaient bien avancé sur les questions de défense avec le secrétaire général de l'Otan et sur les mesures commerciales (voir ci-contre), Giuseppe Conte refusait de valider les déclarations communes du sommet. Un blocage total, rare à ce niveau. Les chefs d'État ou de gouvernement entraînent dans le

lors du dîner. «Ce sera très lourd, cela nous prendra une bonne partie de la soirée», dit un diplomate.

Selon nos informations, jeudi soir, le président Emmanuel Macron travaillait à un accord avec Giuseppe Conte. L'Italie aurait marqué son accord sur la création de «plateformes de débarquement» à l'intérieur de l'UE, dans des pays «volontaires» (à distinguer de la proposition de Donald Tusk sur les centres de rétention hors UE) pour y trier les migrants économiques des candidats réfugiés. Cela suffirait-il pour apaiser Giuseppe Conte?

Les dirigeants européens avaient prévu de consacrer ce sommet à des avancées concrètes sur la défense, le Brexit, la migration, l'économie, la croissance et l'emploi. Leurs illusions sont retombées après l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Italie. Depuis début juin, le gouvernement Conte s'applique à raviver la crise politique autour des questions migratoires, et ce malgré une chute des arrivées de migrants en Europe de 95% en deux ans, à des niveaux inférieurs à la crise migratoire de 2015.

Mettre un terme à cette crise politique est crucial pour la chancelière Angela Merkel, confrontée à des tensions avec son alliée la CSU bavaroise. Son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, président de la CSU, veut, avant la fin du mois, fermer les frontières de l'Allemagne aux migrants enregistrés dans les autres États européens si l'Europe ne

s'engage pas à limiter leurs déplacements. Une telle décision déstabiliserait le gouvernement allemand et affaiblirait l'UE. «L'Europe a beaucoup

de défis mais celui lié à la question migratoire pourrait décider du destin de l'Union européenne», a-t-elle prévenu.

Le risque est grand de voir l'UE paralysée par le camp des «durs», composé de l'Italie, l'Autriche et les pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, Slovaquie et République tchèque). «Un certain nombre de pays utilisent le dossier migration pour mettre en cause l'Europe», regrette un diplomate. Charles Michel a appelé en début de soirée à trouver un accord sur trois points clés: le contrôle des frontières, le soutien aux pays tiers d'où proviennent les migrants et la solidarité entre États européens. «Il y a, à mes yeux, nécessité d'avoir un accord global. Un accord sur un point particulier n'a pas de sens», dit-il.

Centres de rétention

Selon le projet de conclusions obtenu par L'Echo, les Vingt-huit affirment qu'ils «continueront à soutenir l'Italie et les autres États membres en première ligne» des flux migratoires. Dans ce texte, le président du Conseil européen Donald Tusk suggère de se concentrer sur la création de «plateformes de débarquement» hors de l'UE pour les migrants secourus en mer. Ces centres de rétention serviraient à opérer un tri entre migrants économiques et réfugiés. Ils seraient installés en concertation

avec les Nations unies (UNHCR) et l'Organisation internationale pour

les migrations (OIM). «L'alternative à cette solution serait une fermeture chaotique des frontières, aussi à l'intérieur de l'UE, ainsi que des conflits entre États membres», avertit Donald Tusk. Charles Michel y est favorable.

Plusieurs questions restaient en suspens. Combien de temps les migrants pourront-ils être retenus? Quels pays acceptent d'accueillir ces camps? L'Albanie et la Tunisie ont décliné. Reste la Libye, dont la gouvernance est évanescence.

Accords bilatéraux

Les déplacements de migrants à l'intérieur de l'UE posent également problème. Lors du «mini-sommet» de dimanche, Angela Merkel avait encouragé la conclusion d'accords bilatéraux entre les États européens pour limiter ces mouvements. Plusieurs dirigeants ont soutenu cette idée jeudi (Grèce, Espagne, Finlande, Luxembourg). La France serait d'accord pour conclure un tel accord bilatéral avec l'Allemagne.

Pas question, toutefois, de négocier une réforme du règlement de Dublin. Rien n'était prévu dans le projet de conclusion concernant le principe selon lequel l'État d'arrivée instruit les demandes d'asile. Un principe que le gouvernement Conte veut, à tout prix, supprimer. «C'est hors de question pour nous, la géographie est ce qu'elle est», dit un diplomate.

Le budget de l'Union mis au placard

Pour la Commission européenne, c'est l'urgence absolue: boucler le projet de cadre financier de l'après 2020 avant les élections. Le Conseil pourrait en décider autrement.

La Commission européenne a tout fait pour que ça marche: en présentant un budget habilement remanié et en s'abstenant de demander des efforts budgétaires supplémentaires aux États membres, elle pensait pouvoir faire adopter les grandes lignes du «cadre financier pluriannuel» pour les années 2021-

2027 avant les élections de mai prochain. Un pari audacieux, dans la mesure où ce type de négociation prend rarement moins de deux ans. Un pari nécessaire, souligne-t-elle pourtant: c'est à ce prix que l'on évitera de revivre les graves problèmes rencontrés au démarrage du cadre actuel, et notamment de perdre une année dans la mise en œuvre du budget.

Pourtant, le point avait purement et simplement disparu du projet de conclusions des dirigeants européens, jeudi. «Parce qu'il y a des arguments contraires»,

souligne un diplomate. Car sur un tel dossier, n'importe quel État membre peut à lui seul bloquer la négociation, et provoquer un échec éclatant de l'Union à la veille des élections. Ce qui serait du pain

benêt pour les partis et gouvernements à tendance eurosceptique. «Personne n'est très chaud pour continuer. On n'adoptera pas le cadre financier pluriannuel avant les élections», assure ce diplomate de haut rang.

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, n'a même pas évoqué le sujet dans sa lettre d'in-

invitation aux Vingt-Huit: il avait conclu de ses consultations préparatoires au sommet que le dossier n'était pas mûr. La question de la baisse des aides agricoles et régionales est particulièrement clivante.

Si l'Italie autorise un accord sur des conclusions (lire ci-contre), les dirigeants devraient simplement prendre note, sous l'en-tête «autres questions», du paquet de propositions présenté par la Commission Juncker. Et d'appeler les colégislateurs, Parlement et Conseil de l'UE (ministres), à «examiner ces propositions de manière complète dans les meilleurs délais».

COMMERCE

APPEL À UNE RÉFORME DE L'OMC

L'Italie ayant empêché l'adoption de conclusions sur les sujets consensuels en l'absence d'accord sur le sujet migratoire, le Conseil n'a pas pu lancer jeudi soir l'appel qu'il avait prévu en faveur d'une réforme du multilatéralisme en matière de commerce. Dans le dernier projet de conclusions que nous avons pu lire, les Vingt-Huit prévoyaient d'appe-

ler à «préserver et approfondir le système multilatéral fondé sur des règles». Les dirigeants devaient demander à la Commission européenne de se lancer dans un vaste travail de «modernisation» du fonctionnement des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC): l'exécutif européen doit «proposer une approche complète pour améliorer, avec des

partenaires qui partagent son opinion, le fonctionnement de l'institution». Les leaders devaient demander en particulier des négociations «plus flexibles», de «nouvelles règles»

sur les subides industriels, la propriété intellectuelle, ou les transferts de technologies. Ils plaideraient aussi pour une résolution des conflits commerciaux «plus efficace» et un ren-

forcement de l'OMC comme institution.

Le Conseil devait par ailleurs appeler au niveau européen à l'adoption «aussi vite que possible» de la proposition législative sur la mise en place d'un «cadre de filtrage des investissements étrangers» dans l'Union (proposé en septembre par la Commission). Le Conseil devait encore soutenir les

mesures de «rééquilibrage» annoncées pour contrer les taxes américaines sur l'acier et l'aluminium. «L'UE doit répondre à toutes les actions d'une nature clairement protectionniste, incluant celles qui remettent en cause la Politique agricole commune», lisait-on encore dans le projet de conclusions. F.R.